



Le 18 octobre 2023

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Huit associations nationales d'élus locaux se réunissent dans un collectif pour dialoguer avec l'État sur la sécurité et la prévention de la délinquance

Pour la première fois, l'Association des communes et collectivités d'Outre-mer, l'Association des maires de France et présidents d'intercommunalité, l'Association des maires Ville et banlieue de France, Départements de France, Intercommunalités de France, le Forum français pour la Sécurité urbaine, France urbaine et Villes de France, s'associent dans un Collectif inter associations d'élus pour la sécurité et la prévention (CIAESP). Dans un contexte d'alerte attentat, elles souhaitent que la voix des élus locaux soit mieux prise en compte par l'État et les parlementaires sur la sécurité, la prévention de la délinquance et la menace terroriste et demandent de nouvelles modalités de concertation.

Les élus locaux au cœur des politiques de sécurité et de prévention de la délinquance et forces de propositions

Les élus locaux sont au cœur de la co-production de la sécurité. A la tête de plus de 50 000 collectivités territoriales et établissements publics locaux, ils ont notamment la responsabilité de l'intervention de 25 466 agents de police municipale, troisième force de sécurité intérieure du pays, ainsi que de nombreux autres agents et services qui assurent des missions de proximité essentielles. Médiateurs, animateurs, éducateurs spécialisés et travailleurs sociaux contribuent au vivre ensemble ainsi qu'à la protection des publics les plus fragiles.

Toutes les associations rassemblées dans ce collectif sont concernées par les problématiques de sécurité qui préoccupent les citoyens et leurs adhérents et produisent de nombreux travaux et recommandations. Elles demandent une meilleure concertation avec l'État dans la mise en œuvre des politiques publiques concernées.

Renforcement de la prévention, relations population-forces de sécurité, drogues, violences intrafamiliales: les priorités des élus locaux

Les émeutes de l'été 2023 ont pu surprendre par leur intensité et par leur apparition dans des territoires moins touchés jusqu'à présent par ce type de violences. Cependant, une partie des causes sont bien connues des élus locaux. Ils constatent depuis plusieurs années une montée en puissance des phénomènes de polarisation dans leurs villes, une **dégradation inquiétante des liens entre les forces de sécurité et une partie de la population**, la persistance d'inégalités ou encore un **désengagement financier pour des services de proximité essentiels**.

.../...

Par ailleurs, **les drogues sont parmi les sujets les plus préoccupants** pour les collectivités territoriales : montée en puissance des trafics, de leur visibilité et de leur poids sur le développement des quartiers, abaissement de l'âge des jeunes impliqués, habitants et agents municipaux menacés, évolution des addictions, etc.

Le collectif souhaite également aborder la prise en charge des **violences intrafamiliales et la protection de l'enfance** qui reste une problématique majeure de sécurité dans les territoires nécessitant de fait, une mobilisation renforcée.

Le collectif : des associations d'élus locaux réunies pour peser plus fortement dans les débats sur la sécurité et la prévention

Le collectif propose d'instaurer des concertations régulières avec l'Etat dont l'ordre du jour sera co-élaboré afin que les priorités des collectivités territoriales soient assurées d'y figurer.

Les élus locaux, à travers leurs principales associations représentatives des territoires, ont donc décidé de fédérer leurs réflexions, en préservant chacune leurs spécificités. A ce jour, les associations mobilisées dans cette démarche sont :

- Départements de France
- Association des maires de France et des présidents d'intercommunalité
- Forum français pour la sécurité urbaine
- France urbaine
- Villes de France
- Intercommunalités de France
- Association des maires Ville et banlieue de France
- Association des communes et collectivités D'Outre-mer

Contacts presse :

Départements de France

Sébastien Zimmermann - sebastien.zimmermann@departements.fr / 06 66 23 90 81

Association des maires de France et des présidents d'intercommunalité

Thomas Oberlé - thomas.oberle@amf.asso.fr / 01 44 18 51 91

Forum français pour la sécurité urbaine

Silvia Icardi - icardi@ffsu.org / 01.40.64.49.00

France urbaine

Pierre Logette - p.logette@franceurbaine.org / 06 52 75 43 89

Villes de France

Arthur Urban - arthur.urban@villesdefrance.fr / 01 45 44 99 61

Intercommunalités de France

Yoann Jacquet - y.jacquet@intercommunalites.fr / 06 71 50 65 88

Association des maires Ville et banlieue de France

Sylvie Thomas - sylvie.thomas@ville-et-banlieue.org / 09 72 64 86 12

Association des communes et collectivités d'Outre-mer ACCD'OM

Laetitia Malet

laetitia.malet@france-accdom.org / 06.36.14.18.83